

Chronologie

April–Juni / avril-juin 2015

April/avril

01.04. Das Bruttoinlandsprodukt (BIP) steigt im ersten Quartal 2015 um 0,4 % und wird im zweiten Quartal noch einmal um 0,3 % zulegen. Über das Jahr gerechnet wird das Wachstum Mitte des Jahres 1,1 % betragen – ein seit 2011 nicht mehr erreichter Wert. Der Konsum der Privathaushalte steigt bis zur Jahresmitte 2015 um 1,5 %.

07.04. Bei einem gemeinsamen Treffen in Paris sprechen sich der tunesische Präsident Essebsi und Präsident Hollande für eine verstärkte Zusammenarbeit in sicherheitspolitischen, wirtschaftlichen und kulturellen Fragen aus. Als erster Regierungschef eines islamischen Landes spricht Essebsi vor den Mitgliedern des Senats.

07.04. 21 Jahre nach dem Beginn des Völkermords in Ruanda 1994 gibt die französische Regierung ihre Archivakten aus den Jahren 1990 bis 1995 frei. Zugang zu den Akten sollen Wissenschaftler und Opferorganisationen bekommen.

08.04. Premierminister Manuel Valls stellt ein Maßnahmenbündel zur Förderung von Investitionen von Unternehmen und öffentlichen Auftraggebern vor. Zu den Maßnahmen gehören verbesserte Abschreibungsmöglichkeiten, öffentliche Investitionen in das Autobahnnetz in Höhe von 3,2 Milliarden Euro,

die Aufstockung der Fördermittel der öffentlichen Förderbank *Bpifrance* um rund 10 Milliarden Euro bis 2017, die Ausweitung der energetischen Sanierung um knapp 700 Millionen Euro sowie zusätzliche Mittel für Investitionen der Gebietskörperschaften.

08.04. Der Staat sichert sich mittels vorübergehender Aktienkäufe seinen Einfluss beim Autobauer *Renault*. Die Regierung erhöht ihren Anteil auf knapp 20 von bisher 15 %.

08.04. Der internationale französischsprachige Fernsehsender *TV5 Monde* wird Opfer eines Cyberangriffs, der auch die Webseiten und die *Social-Media*-Konten des Senders stundenlang unterbricht. Die Verursacher berufen sich auf die Terrorgruppe *Daech*.

09.04. Zehntausende Demonstranten gehen landesweit gegen den Sparkurs der Regierung auf die

Déconstruction

Le célèbre château de Neuschwanstein en Bavière va être transféré d'ici 2019 à Kernath, à 260 kilomètres vers le Nord, afin de préserver la montagne. Cette opération de déconstruction s'inscrit dans le cadre d'une politique de tourisme durable qui prévoit de répartir les sites touristiques. La reconstruction doit se faire dans le respect des plans d'origine, précise le communiqué publié par le très officiel Centre d'Information sur l'Allemagne (CIDAL)... le 1^{er} avril 2015.



Zusammengestellt von Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), und François Talcy, Journalist.

Etablie par Simona Gnade, *French Cultural Center / Alliance Française* (Boston), et François Talcy, journaliste.

Straße. Nach Gewerkschaftsangaben demonstrieren mehr als 300 000 Menschen in mehreren Städten Frankreichs.

10.04. Eine Nachbildung der für ihre steinzeitlichen Malereien bekannten Chauvet-Höhle wird in Südfrankreich von Präsident Hollande feierlich eingeweiht. Auf einer Gesamtfläche von 3 500 Quadratmetern zeigt die *Caverne du Pont d'Arc* rund 1 000 originalgetreu nachgezeichnete Malereien, die vermutlich vor rund 36 000 Jahren entstanden und damit zu den ältesten der Welt gehören. Bei dem 55 Millionen Euro teuren Projekt handelt es sich um die größte nachgebaute Steinzeithöhle der Welt.

13.04. Ein Gesetz wird verabschiedet, das für die Berechnung der Entwicklung des Wohlstandes

künftig nicht nur das Wachstum, sondern auch Indikatoren wie Lebensqualität und nachhaltige Entwicklung berücksichtigt. In der Konsequenz muss die Regierung künftig jeweils Anfang Oktober eines Jahres der Nationalversammlung und dem Senat einen Bericht zur mittelfristigen Entwicklung von Lebensqualität und Nachhaltigkeit vorlegen.

14.04. Die Nationalversammlung stimmt in erster Lesung und mit großer Mehrheit für ein neues Gesundheitsmodernisierungsgesetz. Eine der wichtigsten Neuerungen ist der Übergang bis 2017 vom Erstattungsprinzip medizinischer Leistungen hin zur Direktabrechnung der Leistungserbringer mit der Krankenkasse. Weiterhin sollen „neutrale“ Zigarettenspackungen mit einheitlichen Erscheinungsbildern eingeführt werden. Außerdem

La crise ukrainienne

Recevant le premier ministre ukrainien Arseni Jazenjuk le 1^{er} avril à Berlin, la chancelière Angela Merkel a assuré son hôte que l'Allemagne entendait poursuivre son aide économique pour un pays qui enregistre des progrès dans la lutte contre la corruption. La crise dans l'est du pays reste cependant critique et fragile malgré les accords de Minsk du 12 février. Le 13 avril, les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne, de France, d'Ukraine et de Russie se retrouvent à Berlin, avant une nouvelle rencontre à Lübeck dans le cadre de la réunion de printemps du G7, sous présidence allemande. Une déclaration finale est publiée le 15 avril sur la sécurité maritime, ainsi qu'une feuille de route commune sur la prévention des conflits et la sécurité en Afrique et une déclaration sur la non-prolifération et le désarmement.

La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, se rend pour sa part dans les pays baltes le 13 avril. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, anciennes républiques soviétiques, frontalières de la Russie se sentent menacées depuis la crise ukrainienne et souhaitent une position plus ferme des partenaires de l'Alliance Atlantique envers Moscou.

Le 27 avril, la chancelière déclare lors des consultations germano-polonaises à Varsovie vouloir prolonger les sanctions prises au mois de mars par l'Union européenne contre la Russie en raison de la crise ukrainienne. Le lendemain, le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, en visite à Belgrade avec ses homologues suisse et serbe dans le cadre de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), appelle au respect complet et sans condition du cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine. Il se rend le 29 en Ukraine (à Kiev et dans un camp de réfugiés à Dnipropetrovsk) pour y rencontrer les responsables politiques du pays, faire le point sur les réformes engagées avec le soutien de la communauté internationale et dénoncer les violations du cessez-le-feu, qui menacent de provoquer une escalade militaire. Il reçoit le 4 juin à Berlin son homologue ukrainien pour souhaiter que la Russie émette des signaux à l'adresse de séparatistes pro-russes pour qu'ils cessent les combats.

Une conséquence de la crise ukrainienne, annoncée le 10 avril par le ministère de la Défense : la *Bundeswehr* sera équipée de 103 chars de combat supplémentaires *Leopard 2*. L'Allemagne les avait revendus dans le cadre de la réforme de l'armée, qui avait limité le nombre de chars à 225.

Le sort des réfugiés

L'incendie criminel d'un futur foyer de demandeurs d'asile le 3 avril à Tröglitz, en Saxe-Anhalt, relance le débat sur l'accueil des réfugiés en Allemagne. Le maire de cette commune de 2700 habitants, Markus Nierth, avait déjà donné sa démission au mois de mars après avoir reçu des menaces de l'extrême-droite. Le gouvernement régional de Magdeburg et le gouvernement de Berlin annoncent leur intention de tout faire pour que les personnes venant chercher refuge en Allemagne soient accueillies pacifiquement et puissent vivre en sécurité. 200 000 réfugiés ont été dénombrés en 2014, le chiffre devrait dépasser largement les 400 000 en 2015. A Tröglitz, qui entend bien recevoir les 40 réfugiés prévus après réparation des dégâts, quelque 300 personnes descendent spontanément dans la rue dès le 4 avril pour dénoncer l'acte criminel. Le débat sur une possible interdiction du parti néonazi NPD est relancé, d'autant plus que plusieurs incendies de foyers de réfugiés sont enregistrés également à Rostock et à Wismar (Mecklembourg-Poméranie occidentale).

Le 12 avril, le président du parlement européen, Martin Schulz, dénonce la xénophobie en Europe lors du 70^e anniversaire de la libération du camp de concentration de Buchenwald par l'armée américaine. Le 1^{er} mai, lors de manifestations pour la Fête du Travail, des extrémistes de droite attaquent un orateur social-démocrate à Weimar. L'altercation fait une quinzaine de blessés.

Un sondage, publié le 23 avril, montre que la moitié des Allemands est favorable à l'accueil de réfugiés sur son sol (44 % y sont opposés). 81 % souhaitent un engagement financier plus fort de l'Allemagne pour améliorer la situation dans les pays d'origine, 62 % sont favorables au financement de navires pour secourir les réfugiés en pleine mer. Deux navires allemands de la *Bun-*

deswehr, qui ont participé jusqu'ici à la mission *Atalanta* contre les pirates dans la Corne de l'Afrique, sont envoyés vers la Crète le 1^{er} mai pour y apporter des couvertures et de l'alimentation, puis se rendre le 4 mai vers les côtes italiennes, conformément à une décision des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne fin avril pour venir en aide aux naufragés en détresse. Les premières embarcations sont interceptées le 9 mai en Méditerranée, sauvant la vie de 419 réfugiés d'Erythrée, de Somalie et d'Éthiopie. 294 autres réfugiés sont récupérés le 14 mai au large de la Libye par la frégate allemande, 1 400 autres le 6 juin par les deux navires envoyés par l'Allemagne. Le gouvernement décide dans ce contexte de doubler son aide aux communes et aux *Länder* pour l'accueil des réfugiés, soit une enveloppe d'un milliard d'euros. Le plan d'action prévoit d'accélérer les procédures de demande d'asile et d'offrir des cours d'allemand à ceux qui restent en Allemagne.

La situation en Syrie est au centre des entretiens que le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, mène au cours de son déplacement au Proche-Orient à partir du 15 mai. 80 000 personnes sont réfugiées à Zaatar en Jordanie dans un camp à la frontière syrienne que visite le ministre des Affaires étrangères. Dans son entretien avec le roi Abdallah II à Amman, il souligne que l'Europe doit impérativement participer à l'aide que les pays d'accueil fournissent aux réfugiés syriens. Berlin a déjà versé plus de 210 millions d'euros et promet une nouvelle aide de 5 millions. Le Liban est également touché par ce problème : ce pays de 4 millions d'habitants accueille plus de 1,2 million de réfugiés. L'aide allemande dépasse le milliard d'euros. Le ministre visite un centre du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (HCR) à Beyrouth qui propose des cours de perfectionnement et de soutien psychologique aux Syriens et aux Libanais.

wird stark unterernährten Frauen die Arbeit als Model untersagt. Wer Models, die unter einen bestimmten Body-Maß-Index fallen, beschäftigt,

dem drohen bis zu sechs Monate Gefängnis und eine Strafe von 75 000 Euro. Auch digital bearbeitete Fotos von Models müssen künftig mit dem

Hinweis versehen werden, dass sie verändert wurden. Das Gesetz regelt auch die Organspende neu : beim Tod eines Patienten dürfen dessen Organe selbst ohne explizite Zustimmung durch die Angehörigen für Transplantationen entnommen werden, außer wenn der Verstorbene dies vorher ausdrücklich untersagt hat.

15.04. Finanzminister Michel Sapin und Haushaltsstaatssekretär Christian Eckert stellen die Leitlinien des Stabilitätsprogramms 2015–2018 vor, welches eine zusätzliche Reduzierung von neun Milliarden Euro bis 2018 vorsieht. 2017 soll das Defizit dann mit 2,7 % erstmals wieder unter der 3 %-Marke liegen. Um die Ziele zu erreichen, plant die Regierung u. a. die Entlastung von Un-

ternehmen mit einer Steuergutschrift für Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung (CICE), sowie die Entlastung von Privathaushalten mit geringem und mittlerem Einkommen durch die Streichung der ersten Einkommenssteuertranche.

17.04. Im Kampf gegen Rassismus und Antisemitismus legt die Regierung einen 100-Millionen Euro-Aktionsplan vor. Damit verbunden sind u. a. lokale Programme etwa im Zuge der Stadtpolitik sowie eine große Kommunikationskampagne. Bei rassistischen und antisemitischen Äußerungen und Taten sollen die Strafen verschärft werden.

20.04. Ein Nachbau des Schiffes *Hermione*, mit dem der französische General Lafayette vor 235 Jahren den Atlantik überquert hat, um amerikanische Revolutionstruppen im Kampf gegen die Engländer zu unterstützen, sticht erneut in See und trifft am 5. Juni 2015 in Yorktown in Virginia ein. Der 25 Millionen teure Nachbau war vor 17 Jahren von Geschichts- und Segelenthusiasten gestartet worden.

22.04. Staatspräsident Hollande sagt der Ukraine weitere Unterstützung im Konflikt im Osten des Landes zu. Zugleich betont er nach einem Treffen mit seinem Amtskollegen Petro Poroschenko, dass Frankreich keine Waffen liefern werde. Auch die mit Russland vereinbarte Lieferung eines Hubschraubertägers sei angesichts der aktuellen Lage weiterhin nicht möglich.

23.04. Nach dem Bekanntwerden eines vereitelten islamistischen Anschlags auf eine Kirche im Großraum Paris bestätigt Premierminister Manuel Valls, dass die Behörden seit Jahresbeginn insgesamt fünf Anschläge verhindert hätten. Laut Regierungsangaben gebe es aktuell 1573 Franzosen oder Menschen mit Wohnsitz in Frankreich, die terroristischen Netzwerken zugerechnet werden könnten. 442 von ihnen befänden sich in Syrien.

24.04. Bei einer Gedenkveranstaltung in Eriwan anlässlich des armenischen Genozids vor 100 Jahren betont François Hollande die Notwendigkeit einer Anerkennung des Völkermordes an den Armeniern als Akt des Friedens. Dabei erinnert er

Arménie – 100 ans après

La commémoration, le 24 avril, du début de l'expulsion et du massacre des Arméniens en 1915, fait l'objet d'un service religieux œcuménique tenu à l'initiative de l'Eglise évangélique d'Allemagne, de la Conférence des évêques allemands et du diocèse de l'Eglise arménienne d'Allemagne, au cours duquel le président Joachim Gauck parle de génocide (*Völkermord*) – un terme que le gouvernement allemand avait toujours évité de prononcer jusqu'ici pour ne pas froisser les susceptibilités de la Turquie, mais qui est repris le lendemain devant les députés par le président du parlement, Norbert Lammert.

Une résolution commune des partis de la majorité gouvernementale est présentée à l'issue d'un débat d'une heure : « *Le Bundestag déplore le rôle peu glorieux de l'Empire allemand qui, bien que disposant d'informations sans ambiguïté sur l'expulsion et l'extermination organisées des Arméniens, n'a pas cherché à empêcher ces crimes contre l'humanité* ».

La presse turque réagit avec vigueur aux propos du chef de l'Etat, mais les autorités ont attendu tout de même plus de 24 heures pour lui reprocher d'avoir utilisé le vocable récriminé. Le ministère turc des Affaires étrangères réfute à Berlin le droit « *d'accuser la nation turque pour un crime qu'elle n'a pas commis* ».

Les abus du renseignement

Les députés allemands s'interrogent le 5 mai sur l'interprétation des accords de coopération passés entre les services de renseignement allemand (BND) et américain (NSA) au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. La veille, la chancelière avait réaffirmé qu'un « *espionnage entre amis* » était inadmissible et promis que toute la lumière serait faite dans le cadre de commissions parlementaires, tout en garantissant la capacité de travailler des services secrets. Le quotidien de Munich, *Süddeutsche Zeitung*, avait révélé le 30 avril que les agents du BND avaient espionné des hauts fonctionnaires français (Affaires étrangères et Elysée) et de la Commission européenne pour le compte de la *National Security Agency* (NSA). Pour ce faire, le BND aurait envoyé aux Américains des données précises requises par la NSA pour leur travail de surveillance (numéros de téléphone, adresses, mots-clés) – Berlin soutient n'avoir eu connaissance de cette affaire qu'en mars 2015, lorsque les résultats de l'enquête sur les activités des services spéciaux ont été publiés.



Angela Merkel, qui avait appris en 2013 par les révélations de l'ancien consultant Edward Snowden, que la NSA avait mis en place un vaste système de surveillance des communications en Allemagne (jusqu'au téléphone portable de la chancelière), refuse de publier la liste des données sans l'accord des Etats-Unis. Le 6 mai, le BND tire les conséquences de l'affaire et décide de ne plus envoyer de renseignements sur les communications Internet à la NSA.

De nouvelles listes de « sélecteurs » sont publiées par la presse (pas moins de 460 000 données). Le 16 mai, le ministre de la Justice, Heiko Maas, souhaite fixer un nouveau cadre légal pour les activités de renseignement. Le gouvernement propose le 17 juin la nomination d'une personnalité de confiance, qui serait chargée de consulter les listes. L'opposition souhaiterait plutôt confier ce travail de surveillance à des députés. L'affaire ne fait cependant que commencer, aussi bien sur le rôle du BND que sur l'ampleur des écoutes de la NSA. De nouvelles révélations sont annoncées pour le mois de juillet.

daran, dass Frankreich damals einen Teil der Überlebenden aufgenommen hatte.

29.04. Präsident Hollande kündigt im Kampf gegen den Terrorismus die Fortführung der Antiterrormaßnahmen sowie die Bereitstellung zusätzlicher Mittel in Höhe von 3,8 Milliarden Euro für den Verteidigungshaushalt an. 7000 Soldaten sollen demnach dauerhaft eingesetzt werden, um gefährdete Einrichtungen wie Synagogen gegen Anschläge zu schützen.

Mai/mai

04.05. Nach dem Verkauf an Ägypten und Indien verkauft Frankreich sein Kampfflugzeug *Ra-*

fale auch an den Golfstaat Katar: Die 6,3 Milliarden Euro schwere Vereinbarung für den Verkauf von 24 Flugzeugen wird in Doha im Beisein von Präsident Hollande zwischen dem Emirat, dem Flugzeugbauer *Dassault* und dem europäischen Rüstungsunternehmen MDBA unterzeichnet. Anschließend reist Hollande nach Saudi-Arabien weiter, wo er am 5. Mai auf Einladung von König Salman Ben Abdulaziz Al Saoud am außerordentlichen Gipfel des Golfrates teilnimmt.

04.05. Nach einer Reihe von Skandalen um pädophile Lehrer will die Regierung den Informationsaustausch zwischen Justiz und Schulbehörden verbessern. Die Justiz soll künftig gesetzlich dazu verpflichtet werden, bereits die Einleitung eines

Ermittlungsverfahrens von Lehrern wegen sexueller Übergriffe auf Kinder an die Schulverwaltung zu melden.

05.05. Journalistinnen beklagen sexistische Übergriffe durch Politiker. Auf der Titelseite der Tageszeitung *Libération* fordern rund 40 Unterstützerinnen das Ende des „*schlüpfrigen Paternalismus*“.

05.05. Die Nationalversammlung stimmt mit 438 gegen 86 Stimmen für ein neues Geheimdienstgesetz, das die Befugnisse der Geheimdienste und Sicherheitsbehörden im Anti-Terror-Kampf erheblich erweitert. Erlaubt wird u. a. eine Überwachung der Online- und Telefonkommunikation von Terrorverdächtigen auch ohne richterlichen Beschluss. *WikiLeaks* hatte kurz zuvor Dokumente veröffentlicht, die belegen, dass französische Staatschefs seit 2002 von der amerikanischen NSA abgehört werden.

05.05. Beim rechtsextremen *Front National* (FN) kommt es zum offenen Bruch zwischen Parteigründer Jean-Marie Le Pen und dessen Tochter und Parteichefin Marine Le Pen. Der 86-Jährige

hatte Anfang April erneut die Gaskammern der NS-Konzentrationslager als „*Detail der Geschichte*“ bezeichnet.

07.05. Der französische Atomkonzern *Areva* plant im Rahmen eines Kostensenkungsprogramms 5 000 bis 6 000 seiner derzeit 44 000 Stellen zu streichen, davon 3 000 bis 4 000 Stellen in Frankreich. Am 4. Juni wird bekannt, dass der staatliche Stromkonzern EDF die Mehrheit des Atomreaktorgeschäfts von *Areva* übernehmen wird.

08.05. Der Anteil des Staates bei *Air France-KLM* wird um 1,7 % aufgestockt. Die Kosten dafür belaufen sich auf bis zu 45,9 Millionen Euro. Der Staat war bisher bereits mit 15,9 % an der Fluggesellschaft beteiligt.

09.05. Auf der französischen Antilleninselgruppe Guadeloupe wird im Beisein Präsident Hollandes das 85 Millionen Euro teure *Mémorial ACTè* in Pointe-à-Pitre eröffnet. Das neue Museum ist eine der größten Sklavengedenkstätten der Welt. Bis zur Abschaffung der Sklaverei in Frank-

Pas de péage (pour l'instant)

Le projet, fort controversé, du ministre des Transports Alexander Dobrindt d'un péage sur les autoroutes allemandes est reporté *sine die*. La loi votée en mars par les députés du *Bundestag* est certes adoptée à son tour par ceux de la chambre des *Länder* (*Bundesrat*) le 8 mai, malgré de sévères critiques des dirigeants régionaux issus du parti social-démocrate (SPD) qui estiment que le projet du ministre chrétien-social (CSU) est contraire à l'esprit européen et provoquera de sérieux problèmes dans les régions frontalières.

Le projet, prévu pour être lancé en 2016, prévoit une rentrée d'argent de 500 millions d'euros par an dans les caisses de l'Etat. Contrairement aux étrangers, les automobilistes alle-

mands paieraient une cotisation annuelle de 74 euros en moyenne qui leur serait indirectement remboursée sur l'impôt auto. Le 30 mai, la presse cite l'avis de la Commission européenne de Bruxelles selon lequel le péage voulu par l'Allemagne constitue une discrimination des automobilistes étrangers, contraire à la législation européenne. Avant même la décision de Bruxelles, le ministre abandonne son projet le 17 juin, dans l'attente d'un verdict, même s'il estime que l'Union européenne n'est pas compétente en la matière, car les impôts font partie de la responsabilité nationale des Etats. Le lendemain, la Commission confirme ses doutes et engage la procédure juridique. L'Allemagne peut encore envisager un recours auprès de la Cour européenne de Justice à Luxembourg.



Un demi-siècle de relations avec Israël

Le président israélien Reuven Rivlin effectue le 11 mai une visite d'Etat de trois jours à Berlin pour commémorer le 50^e anniversaire de l'ouverture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et Israël. Hommage est rendu au premier ministre israélien de l'époque, David Ben Gourion, et au chancelier allemand Konrad Adenauer qui ont eu le courage de cette initiative en 1965 – des relations diplomatiques qui ont permis la mise en place d'un partenariat étroit, porté par des valeurs communes dans tous les domaines de la société et de la politique. Le président allemand, Joachim Gauck, évoque « *l'obligation morale des Allemands envers le peuple juif* ».

Le 24 juin, en visite en Israël, le président du *Bundestag*, Norbert Lammert, qualifie l'ouverture des relations en 1965 de « *cadeau* » dans un discours ponctué de quelques phrases en hébreu. Quatre jours plus tard, c'est le ministre de

l'Economie, Sigmar Gabriel, à la tête d'une importante délégation économique qui se rend à Jérusalem et Tel Aviv pour motiver les industriels allemands à investir.

Le 31 mai, le ministre allemand des Affaires étrangères, de retour d'Ukraine, s'était rendu lui aussi en Israël, avant de poursuivre ses entretiens avec l'Autorité palestinienne à Ramallah, notamment sur la reconstruction des territoires dans la bande de Gaza, victimes en 2014 de bombardements israéliens pour stopper les attaques de missiles lancées par les extrémistes palestiniens sur Israël. Berlin favorise la solution des deux Etats pour garantir la sécurité dans la région, mais le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu estime que les conditions ne sont pas remplies pour aboutir à un tel accord. A l'issue de ce voyage, le ministre allemand se rend à Paris pour participer à la conférence de la coalition internationale contre la milice terroriste de Daesh.

reich 1848 sollen schätzungsweise bis zu 290 000 Sklaven nach Guadeloupe gebracht worden sein.

11.05. Nach der US-Annäherung an Kuba reist François Hollande als erster westlicher Staatschef nach Havanna und plädiert für ein Ende der US-Sanktionen. Er trifft mit dem kubanischen Präsidenten Raul Castro sowie mit Revolutionsführer Fidel Castro zusammen. Außerdem stehen Begegnungen mit Vertretern von Wirtschaft und Kirche und die Eröffnung eines französischen Kulturzentrums auf dem Programm.

12.05. Der Senat stimmt einer abgeänderten Version des Wirtschafts-Reformgesetzes der Regierung zu. Das Gesetzesvorhaben sieht u. a. eine Ausweitung der Ladenöffnungszeiten an Sonntagen, mehr Wettbewerb bei geschützten Berufen sowie eine Liberalisierung des Busfernverkehrs vor. Kleinere Betriebe sollen von Gegenleistungen für die Mitarbeiter, die im Zuge einer Ausweitung der Sonntagsarbeit geplant sind, befreit werden. Am 18. Juni wird das Gesetz in der Nationalver-

sammlung in Verbindung mit der Vertrauensfrage in seiner ursprünglichen Form angenommen.

13.05. Heftige Polizeigewalt gegen Flüchtlinge in der nordfranzösischen Stadt Calais löst erneut Empörung aus. Eine Hilfsorganisation hatte die Übergriffe in der Hafenstadt Calais per Video dokumentiert und veröffentlicht.

17.05. Protestantische Pfarrer dürfen künftig homosexuellen Paaren ihren Segen erteilen. Die Synode der protestantischen Kirche in Frankreich stimmt mit 94 gegen drei Stimmen für einen entsprechenden Vorschlag. Allerdings bleibt es den Geistlichen selbst überlassen, ob sie gleichgeschlechtliche Eheschließungen vornehmen wollen oder ablehnen.

18.05. Zehn Jahre nach dem Tod zweier Jugendlicher bei einer Verfolgungsjagd nahe Paris und den folgenden wochenlangen Vorstadt-Unruhen werden zwei Polizisten vom Vorwurf der unterlassenen Hilfeleistung freigesprochen. Die

Jugendlichen hatten sich bei einer Verfolgungsjagd mit der Polizei in einem Transformatorenhäuschen versteckt und waren von einem Stromschlag getötet worden.

18.05. Deutschland, Frankreich und Italien wollen bis zum Jahr 2025 eine bewaffnungsfähige Drohne entwickeln. Ziel sei mehr Selbstständigkeit innerhalb Europas. Bisher müssen die Europäer Drohnen in den USA oder Israel einkaufen.

19.05. Rund jeder vierte Lehrer protestiert gegen die umstrittene Schulreform von Bildungsministerin Najat Vallaud-Belkacem. Für Ärger sorgen insbesondere Pläne, den Latein- und Griechisch-Unterricht in seiner bisherigen Form am *Collège* abzuschaffen und diese Sprachen in interdisziplinären Kursen zu antiken Sprachen und Geschichte der Antike zu unterrichten.

21.05. Die Nationalversammlung verabschiedet für alle Lebensmittelmärkte mit mehr als 400 qm Verkaufsfläche einstimmig eine Regelung,

die das Wegwerfen und Vernichten von Lebensmitteln verbietet. Jährlich werden etwa 10,3 Millionen Tonnen Lebensmittel (etwa 20 Kilogramm pro Einwohner) weggeworfen.

22.05. Deutschland und Frankreich bereiten gemeinsam die Entwicklung eines neuen Kampfpanzers vor: Er wird als Nachfolger des 36 Jahre alten *Leopard 2* vom deutschen Unternehmen Krauss-Maffei Wegmann (KMW) gebaut, das noch in diesem Jahr mit dem französischen Rüstungskonzern *Nexter Systems* fusioniert.

26.05. Frankreich setzt seine Zusammenarbeit mit dem ostafrikanischen Krisenland Burundi aus. Betroffen sind die Bereiche Polizei und Verteidigung. Gestoppt wird etwa die Ausbildung von Soldaten, die an Friedensmissionen außerhalb Burundis teilnehmen.

26.05. Die Nationalversammlung verabschiedet in zweiter Lesung das Gesetz zum Energie-wandel und für ein grünes Wachstum. Ziel des Gesetzes ist die Reduzierung der energiepoliti-

Brouilles chez Volkswagen

Dans une interview donnée le 10 avril, le patriarche de *Volkswagen* (VW), Ferdinand Piëch, tient des propos peu amènes sur le président du directoire de VW, Martin Winterkorn, jusqu'alors considéré comme son dauphin. Les six membres du conseil de surveillance du consortium décident le 16 avril de maintenir Winterkorn en place et proposent de prolonger son contrat lors de la prochaine réunion en 2016. Ferdinand Piëch et son épouse démissionnent le 25 avril, des successeurs sont désignés le 30 avril.

La brouille de famille s'inscrit dans une longue tradition de rivalité entre deux cousins, Ferdinand Piëch (né en 1937) et Wolfgang Porsche (né en 1943), deux actionnaires majoritaires au sein du numéro deux mondial de l'automobile. Piëch dénonce surtout l'échec du con-



sortium aux Etats-Unis et une marge trop faible sur la marque *Volkswagen* qui représente la moitié des véhicules du groupe.

Le site de production *Volkswagen* avait été conçu en 1938 par Ferdinand Porsche qui avait développé la célèbre *Coccinelle*. Privatisé en 1960, le groupe *Volkswagen* devient une société par actions dans laquelle le *Land* de Basse-Saxe détient une part de 20 %. La gestion exécutive des entreprises *Volkswagen* et *Porsche* est confiée en 1972 à des administrateurs salariés.

Wendelin Wiedeking, nommé président de *Porsche* en 1992, lance en 2007 une offre d'achat sur VW, avec le soutien de Wolfgang Porsche (alors président du conseil de surveillance), mais contre l'avis de Ferdinand Piëch. Finalement, c'est VW qui absorbe *Porsche* qui devient la douzième marque du groupe.

schen Abhängigkeiten durch einen besseren Energiemix mittels erneuerbarer Energien.

27.05. Mit der symbolischen Überführung ihrer Särge ins *Panthéon* werden mit Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle Anthonioz, Germaine Tillion und Jean Zay vier Persönlichkeiten des Widerstandes gegen das Vichy-Regime und die Besetzung Frankreichs durch die Nationalsozialisten geehrt (siehe den Beitrag in diesem Heft).

28.05. In der Bettencourt-Affäre wird der langjährige Vertraute des früheren Staatspräsidenten Sarkozy, Eric Woerth, freigesprochen. Andere Beteiligte werden dagegen für schuldig befunden, die demente *L'Oréal*-Milliardärin betrogen zu haben.

29.05. Die Partei UMP heißt künftig *les Républicains* (die Republikaner). Die Parteibasis billigt die Umbenennung mit großer Mehrheit (83,3 %). Zu der zweitägigen Abstimmung waren rund 213 000 UMP-Mitglieder aufgerufen worden.

Juni/juin

01.06. Ab dem 1. Juni 2015 erhalten alle 16- bis 25-Jährigen die Möglichkeit, an einem staatlich organisierten Freiwilligendienst (*service civique*) teilzunehmen, der auch jungen Leuten aus den Mitgliedsländern der Europäischen Union offen steht.

02.06. In Paris findet das zweite Treffen im engeren Außenministerkreis des Bündnisses gegen *Daech* unter dem gemeinsamen Vorsitz von Außenminister Fabius, dem irakischen Premierminister Haider Al-Abadi und US-Außenminister John Kerry statt. Die beiden vorrangigen Ziele sind dabei der Austausch über das Vorgehen des Bündnisses und die Bekräftigung, die fanatischen *Daech*-Terroristen gemeinsam zu stoppen sowie eine klare Vermittlung der Notwendigkeit, zu nachhaltigen politischen Lösungen zur Beilegung der Irak-Krise zu gelangen.

02.06. Wirtschaftsminister Emmanuel Macron unterstreicht in einem Interview mit der Tageszeitung *Le Figaro* die Notwendigkeit der umfas-

Le recul du chômage

Le deuxième trimestre de 2015 s'achève sur la publication des chiffres du chômage, toujours à la baisse avec en juin 51 000 chômeurs de moins que le mois précédent et 122 000 de moins qu'en juin 2014. Avec 2,71 millions de sans emploi, le taux de chômage est de 6,2 %, c'est-à-dire à son niveau le plus bas depuis novembre 1991, malgré un léger fléchissement de la croissance. Le nombre d'offres d'emploi disponible reste à la hausse avec 557 000 postes, notamment dans les secteurs de la santé et du social. Plus de 42,6 millions de personnes sont en activité, soit quelque 200 000 de plus qu'il y a un an. Ombres au tableau : le nombre de chômeurs de longue durée n'est plus à la baisse, il s'est stabilisé autour d'un million de personnes. L'afflux massif de réfugiés constitue un défi pour les mois à venir. Mais aussi la numérisation croissante des activités qui favorise l'automatisation de nombreux emplois.

L'économie allemande dans son ensemble se porte bien, grâce au pétrole moins cher, à une consommation intérieure favorable et une augmentation des exportations en raison d'un euro faible. Le 16 avril, l'Institut Ifo avance une prévision de croissance du PIB de 2,1 % pour 2015 (au lieu de 1,2) et 1,8 % pour l'année suivante. Le 22 avril, le gouvernement estime à 1,8 % les prévisions de croissance pour 2015 et 2016.

Les exportations allemandes atteignent 107,5 milliards d'euros, soit une progression de 12,4 % en un an. Il s'agit là de la plus forte valeur de tous les temps pour un seul mois. Les importations sont également en hausse, avec 84,5 milliards d'euros, soit une progression d'environ 7 % sur un an. La France est avec 67,5 milliards d'euros le troisième fournisseur de l'Allemagne (après les Pays-Bas et la Chine) et, depuis 1954, son premier client avec en 2014 un volume d'échanges de marchandises de près de 170 milliards d'euros, en hausse de 3,3 %. 2 200 filiales d'entreprises allemandes emploient 310 000 personnes en France, les 1 200 filiales françaises en Allemagne donnent du travail à quelque 268 000 personnes.

senden Digitalisierung der Volkswirtschaft sowie der Schaffung eines digitalen Binnenmarktes mit einer Regulierung auf europäischer Ebene. Sowohl für die Digitalisierung als auch in den Bereichen Medizin, Verkehr, nachhaltige Stadt und intelligente Stromnetze wird die Regierung 3,4 Milliarden Euro zur Verfügung stellen.

05.06. Im Fall des querschnittsgelähmten Franzosen Vincent Lambert stimmt der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte dem Ende der künstlichen Ernährung zu. Die Richter in Straßburg lehnen die Beschwerde der Eltern und zweier Geschwister des Koma-Patienten ab, die auf einen Verstoß gegen das Recht auf Leben geklagt hatten. Die Ärzte hatten zusammen mit der Ehefrau Lamberts entschieden, die Ernährung einzustellen. Auch sechs Geschwister wollten Lambert sterben lassen.

09.06. Premierminister Valls präsentiert ein 18-Punkte-Programm zur Stärkung der kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), die in Frankreich 99,8 % der Unternehmen ausmachen und die Hälfte aller Arbeitnehmer beschäftigen.

12.06. Im Kampf gegen die Prostitution beschließt die Nationalversammlung die Bestrafung von Freiern. Kunden von Prostituierten müssen künftig mit bis zu 1 500 Euro Geldstrafe rechnen. Zudem will die Regierung mit dem Gesetz Prostituierten den Ausstieg ermöglichen. Ein Straftatbestand, der Kundenfang durch Prostituierte unter Strafe stellte, wird in der gleichen Abstimmung wieder gestrichen. In Frankreich gibt es Schätzungen zufolge rund 30 000 Prostituierte.

15.06. Nach Jahren diplomatischer Eiszeit normalisiert sich das Verhältnis zwischen Frankreich und Algerien; Präsident Hollande wird in Algier mit höchsten Ehren empfangen. Beide Länder setzten im Kampf gegen den islamistischen Terrorismus auf eine verstärkte Kooperation. Auch im Hinblick auf die wirtschaftliche Zusammenarbeit gibt es Annäherungen: Im Mai hatte Außenminister Fabius in Annaba eine neue Fabrik von *Alstom* eingeweiht; der Automobilhersteller *Renault* eröffnet in Oran ein großes Werk.

15.06. Das neu gegründete Forum für den Dialog mit Vertretern des Islam in Frankreich tritt erstmals zusammen. Premierminister Manuel Valls weist auf die wichtigsten Ziele hin: die Sicherheit der Stätten der Religionsausübung und die Bekämpfung muslimfeindlicher Taten, der Bau religiöser Stätten und deren Finanzierung sowie eine kontrollierte Ausbildung von Imamen.

17.06. Mit einer neuen Regelung im Einkommensteuersystem wird die Steuer ab 2018 bei Arbeitnehmern direkt vom Lohn abgezogen.

18.06. Vertreter aus ca. 30 Mitgliedsstaaten der Abrüstungskonferenz besichtigen die ehemaligen Silostellungen auf dem *Plateau d'Albion* in Südfrankreich, die heute zurückgebaut sind und für zivile oder konventionelle militärische Zwecke genutzt werden. Frankreich ist das erste Land im Besitz von Atomwaffen, das sich in diesem Maße um Transparenz bemüht.

20.06. Außenminister Laurent Fabius reist zu Gesprächen über die französischen Vorschläge für eine Friedensregelung im Nahost-Konflikt nach Jerusalem, Ramallah, Amman und Kairo. Dabei spricht er sich für die Wiederaufnahme von Verhandlungen zur Regelung des Konflikts aus.

21.06. François Hollande eröffnet zusammen mit dem italienischen Ministerpräsidenten Renzi den französischen Pavillon auf der internationalen Weltausstellung in Mailand, der unter dem Motto *Ernährung weltweit, Energie fürs Leben* steht.

23.06. Paris gibt seine Kandidatur für die Olympischen Sommerspiele und die *Para Olympics* 2024 bekannt. Zwei Jahre vor der Entscheidung des Internationalen Olympischen Komitees ist Paris nach Hamburg, Rom und Boston damit die vierte Stadt im Rennen um die Ausrichtung.

24.06. Die Arbeitslosigkeit steigt stärker als erwartet und erreicht erneut einen Rekordwert. Nach Angaben des Arbeitsministeriums waren im Mai 3,552 Millionen Menschen ohne Arbeit, 16 200 (0,5 %) mehr als im Vormonat und 5 % mehr als im Vorjahr.

25.06. Die Nationalversammlung stimmt in zweiter Lesung der Reform des Asylrechts zu, welches die Rechte schutzbedürftiger Personen stärkt und die Asylverfahren beschleunigt. Die Reform ist vor dem Hintergrund der Verdoppelung der Zahl der Asylbewerber zwischen 2007 und 2013 die Reaktion auf schwerwiegende Dysfunktionen in der Asylpolitik.

25.06. Bei Protesten von rund 3000 Taxifahrern gegen den Fahrdienstanbieter *Uber* kommt es in ganz Frankreich zu gewaltsamen Auseinandersetzungen und Festnahmen. Die Taxifahrer blo-

ckieren u. a. Flughäfen und Bahnhöfe. Bereits seit Jahresbeginn ist es verboten, ohne Lizenz Taxis oder sogenannte Tourismusfahrzeuge mit Fahrer (VTC) anzubieten. *Uber* hat seinerseits Frankreich vor der EU-Kommission verklagt und das französische Verfassungsgericht angerufen.

26.06. Bei einem Anschlag auf eine Gasfabrik in der Nähe von Lyon werden ein Mensch enthaupet und zwei weitere Personen verletzt. Täter ist ein 35-Jähriger, der den Geheimdiensten als gewaltbereiter Islamist bekannt war. Beim Opfer handelt es sich um den Chef des Attentäters.

Théâtre grec

Aux requêtes des créanciers européens, le vice-ministre grec des Finances, Dimitris Mardas, répond le 6 avril en exigeant de l'Allemagne qu'elle verse 280 milliards d'euros à la Grèce au titre des réparations pour les injustices commises pendant le Troisième Reich. La revendication n'est certes pas nouvelle et a déjà été réfutée à plusieurs reprises, aussi bien par le gouvernement allemand que par le président Joachim Gauck en visite en Grèce, mais c'est la première fois qu'une somme est avancée. Athènes fait valoir que l'Allemagne n'a jamais remboursé le crédit imposé par les nazis.

Une réunion des principaux protagonistes (François Hollande, Jean-Claude Juncker, Mario Draghi et Christine Lagarde), à l'exception du premier ministre grec, a lieu le 1^{er} juin à Berlin, pour réitérer la volonté des créanciers de trouver une solution à la crise financière grecque et demander des efforts supplémentaires de la part de la Grèce, qui rembourse le 5 juin 300 millions d'euros au Fonds Monétaire International (FMI), mais n'est pas en mesure d'honorer le 30 juin à minuit une échéance de 1,6 milliard due à l'institution monétaire.

Le 27 juin, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, critique le fait que la Grèce a quitté la table des négociations à Bruxelles.



L'Eurogroupe décide alors de ne pas prolonger le programme d'aide. Le 28 juin, Alexis Tsipras annonce la tenue d'un référendum pour le 5 juillet. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, dénonce le « *parcours en zigzag* » du gouvernement grec et accuse le premier ministre de tenir sa population en otage « *pour extorquer à l'Europe de nouvelles concessions* ».

L'unité affichée tout au long des négociations entre Paris et Berlin est alors égratignée par deux déclarations contradictoires, le président François Hollande exigeant un accord très rapidement avec Athènes, même avant le référendum, alors que la chancelière allemande refuse toute idée de négociation avant de savoir qui sera l'interlocuteur grec après le 5 juillet. Le 29 juin, Angela Merkel rencontre le 29 juin les présidents des partis et groupes parlementaires pour préciser sa politique, soutenue par le SPD en faveur d'une solution négociée : pour elle, les chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas à s'immiscer dans les négociations : « *C'est l'affaire des ministres des Finances et des trois institutions* » (Commission européenne, Eurogroupe, FMI). Faute d'accord avec l'Eurogroupe, le *Bundestag* ne peut voter la dernière tranche du plan d'aide, fixée à 7,2 milliards d'euros.

Décédés/verstorben

Günter Grass, Prix Nobel de Littérature en 1999, meurt le 13 avril à Lübeck. Il avait 87 ans. (voir *Dokumente/Documents* 2/2015)

François Michelin, legendärer Unternehmer stirbt am 29. April im Alter von 88 Jahren. Er hatte 47 Jahre an der Spitze des Unternehmens *Michelin* gestanden, das er zu einem der wichtigsten Reifenproduzenten der Welt machte. 2002 hatte er den Chefposten endgültig an seinen Sohn Edouard abgeben, der vier Jahre später beim Hochseeangeln ertrank.

Claude Durand, französischer Verleger, Übersetzer und Autor stirbt am 7. Mai. Er war ab 1958 zwanzig Jahre lang Lektor beim Verlag *Seuil*; 1978 wechselte er zum Verlag *Grasset*, von 1980 bis 2009 hat er den Verlag *Fayard* geleitet.

Alfred Neven DuMont, éditeur, décède le 30 mai à l'âge de 88 ans à Cologne. Il était entré en 1953 dans la maison d'édition de son père et avait pris la direction du journal *Kölner Stadt-Anzeiger*, avant de créer le quotidien *Express* en 1964. Son groupe réunit aujourd'hui plusieurs journaux, dont la *Berliner Zeitung*, le *Hamburger Morgenpost* et la *Kölnische Rundschau*.

Horst Brandstätter, chef d'une entreprise familiale de jouets, créateur en 1974 des figurines *Playmobil*, meurt le 3 juin à l'âge de 81 ans. Il avait créé en 1957 le cerceau *Hula-Hoop*.

James Last, compositeur allemand, chef d'orchestre et initiateur du *Happy Party Sound* pour grand public après la Seconde Guerre mondiale,

le, décède le 10 juin en Floride à 86 ans. Il a vendu plus de 80 millions de disques dans 150 pays du monde.

Harry Rowohlt, écrivain, traducteur de livres pour enfants et comédien, meurt le 15 juin à l'âge de 70 ans à Hambourg. Fils de l'éditeur Ernst Rowohlt, il laisse derrière lui une œuvre multiforme, tant dans les médias que sur scène, où chacune de ses interventions ne laissait personne indifférent.

Alexander Schalck-Goldkowsky, ancien responsable de la coordination commerciale au ministère est-allemand du Commerce extérieur, décède le 21 juin à 82 ans à Munich. Il avait négocié et signé en 1983 un accord avec Franz-Josef Strauß, ministre-président de Bavière, pour un crédit d'un milliard de deutschemarks en faveur de la RDA. Dans les années 1990, il a été condamné pour commerce illégal d'armes.

Pierre Brice, françaisischer Schauspieler, stirbt am 6. Juni mit 86 Jahren in Paris. Er wurde durch die Verfilmungen von Büchern des deutschen Schriftstellers Karl May berühmt, in denen er in den 1960er-Jahren die Figur des Winnetou spielte, eines fiktiven Håuptlings der Mes-calero-Apachen.

Charles Pasqua, früherer Innenminister, stirbt am 29. Juni im Alter von 88 Jahren. Während seiner zwei Amtszeiten (1986 bis 1988 und 1993 bis 1995) hatte er sich als Verfechter einer harten Linie profiliert. Pasqua hatte u. a. ein verschärftes Anti-Einwanderungsgesetz eingeführt und im Zuge mehrerer Korruptionsaffären für heftige Kontroversen gesorgt.

Une visite royale

Pour la cinquième fois, la reine Elisabeth II d'Angleterre effectue une visite d'Etat en Allemagne. Accueillie à Berlin le 23 juin, elle est reçue par le président allemand et la chancelière, l'occasion de souligner la bonne santé des relations bilatérales et l'importance qu'accorde Berlin au maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne, alors que le premier ministre David Cameron envisage l'organisation d'un référendum sur cette question. Après un détour par Francfort/Main, elle visite le camp de concentration de Bergen-Belsen, qui avait été libéré en 1945 par l'armée britannique.